

Bulletin d'histoire politique

Des revues engagées : Cahiers du socialisme, Critiques socialistes et Nouveaux Cahiers du socialisme

Richard Poulin



Volume 19, Number 2, Winter 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1054900ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1054900ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Poulin, R. (2011). Des revues engagées : Cahiers du socialisme, Critiques socialistes et Nouveaux Cahiers du socialisme. *Bulletin d'histoire politique*, 19(2), 183–201. <https://doi.org/10.7202/1054900ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2011

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Des revues engagées : *Cahiers du socialisme*, *Critiques socialistes* et *Nouveaux Cahiers du socialisme*

RICHARD POULIN

Professeur titulaire de sociologie à l'Université d'Ottawa
Professeur associé à l'Institut de recherches
et d'études féministes (IREF) de l'UQAM

Selon Rosa Luxembour, « c'est uniquement parce que Marx considérait l'économie capitaliste en sa qualité de socialiste, c'est-à-dire "du point de vue historique", qu'il put déchiffrer ses hiéroglyphes; c'est parce qu'il se plaçait à un point de vue socialiste, pour analyser scientifiquement la société bourgeoise, qu'il put à son tour donner une base scientifique au socialisme »¹. Autrement dit, c'est parce que Marx se situait dans une perspective révolutionnaire qu'il a pu découvrir ce qui était « invisible » à l'économie politique bourgeoise: l'extorsion de la plus-value, l'exploitation de la force de travail, source du profit et base de l'édifice social capitaliste. Épistémologiquement, le socialisme (tout comme le féminisme par ailleurs) combine un projet d'émancipation humaine avec une volonté d'analyse scientifique des rapports sociaux conflictuels. Ce projet éthique concourt à l'acuité de la perception des processus sociaux, car pour transformer le monde, il faut en saisir les dynamiques réelles dans le dessein de peser sur elles.

C'est ce qui distingue le socialisme de la science « officielle » qui postule une certaine neutralité et objectivité de l'activité « savante » et soutient la nécessité d'écarter de l'analyse les jugements de valeur et les prénotions. Seuls les pairs seront à même de juger la scientificité d'un article, d'un livre ou d'un projet de recherche (selon les normes de l'« objectivité institutionnelle » poppérienne²), ce qui ne fait que perdurer l'idéologie qui domine le champ, laquelle est une entrave aux possibles « révolutions paradigmatiques ». Pour être publié et recevoir des subventions de recherche, il faut savoir jouer le jeu, se coller aux bons réseaux académiques, développer des thèmes de recherches adéquats, souvent déterminés par les agences de subvention, et développer des théories idoines. En l'absence

de mouvements sociaux importants, ces thèmes et théories ne contestent pas ou prou les dominants du champ « scientifique » qui sont à la fois juges et partis. Le « jugement des pairs » a donc des effets de censure ou de « clôture »³. Ce système engendre le conformisme et le conservatisme qui pèsent lourdement, en particulier sur les jeunes en début de carrière. La poursuite de la « science » pour la « science » (subventionnée) relève du « fétichisme universitaire »⁴, lequel repose sur le fétichisme de la marchandise. Elle est en outre caractérisée par un productivisme⁵ qui laisse peu de place à la production intellectuelle innovante.

Aujourd'hui, peu remettent en question les mécanismes de la reconnaissance « anastasienne » par les pairs, les conditions sociales d'accès à l'espace scientifique, l'idée selon laquelle l'université serait le seul lieu autonome de certification de la scientificité de la recherche et que toutes les personnes qui s'activent hors de l'institution ne sont pas aptes à réussir dans l'institution, laquelle autoreproduit, puisque les professeurs ont tendance à embaucher leur clone, c'est-à-dire ceux et celles qui leur ressemblent. Cela a entraîné une cartellisation des « vrais » producteurs de « savoir scientifique », ce qui n'empêche nullement les fraudes et les impostures qui, sous le diktat du « publish or perish », se multiplient⁶.

Ce système a toujours été contesté d'une façon ou d'une autre. Cela provoque deux mouvements d'intensité variable : la marginalité de ceux qui ne jouent pas le jeu et le regroupement de ceux qui le contestent. La contestation pouvait s'exprimer plus facilement à la fin des années 1970 et au début des années 1980 que pendant les décennies suivantes. Elle ne constituait pas une entrave à la poursuite de la carrière universitaire, ni n'était mal vue. Les universitaires, du moins ceux qui bénéficient d'un poste régulier et permanent, à quelques exceptions près, ne s'investissent guère aujourd'hui dans de tels projets, ce que montre, comme nous allons le constater, la composition des comités de rédaction des différentes revues académiques ou semi-académiques québécoises se réclamant du socialisme.

La pensée critique a subi des reculs dans les universités. Ces reculs sont liés au repli généralisé des mouvements sociaux et des luttes pendant les décennies 1980 et 1990 et à la marchandisation accentuée du système. La parution du premier numéro des *Nouveaux Cahiers du socialisme* (NCS) en 2009, revendiquant une continuité avec les *Cahiers du socialisme* (1978-1985) et *Critiques socialistes* (1986-1990)⁷, est un indicateur de la nouvelle conjoncture intellectuelle, dans laquelle la contestation du capitalisme n'apparaît plus aussi chimérique qu'auparavant et n'est pas automatiquement condamnée comme du totalitarisme. Néanmoins, pendant près de vingt ans, le silence a été assourdissant.

Foisonnement, malaise et normalisation

À la fin des années 1960 et au cours des années 1970, les départements ou les institutions créent des revues disciplinaires ou sous-disciplinaires «alors que s'imposent les règles de la vie universitaire (publish or perish)»⁸. Il y a un foisonnement de revues, cent fleurs se sont épanouies, mais «ce sont presque toutes des fleurs de serre, à l'abri des intempéries sociales, nonobstant quelques efforts rhétoriques»⁹. Les universitaires font des revues pour eux (public cible), dans le dessein, entre autres, de créer ou de renforcer leurs réseaux et de donner une aura scientifique à leurs créneaux de recherche. C'est l'effet immédiat de ces revues à numéros thématiques dirigés par un membre du département ou de l'association qui édite le périodique, en général bisannuel. Il fait appel à des collègues proches ou avec qui il veut collaborer dans le futur pour les réaliser. Foin de débats au sein desdits numéros thématiques, même si les thèmes traités l'exigent.

Les caractéristiques des nouvelles revues «savantes» reflètent les règles formelles et explicites du milieu universitaire. Plusieurs ont tenté d'échapper à ce carcan en participant à des revues engagées (de *Socialisme québécois* à *Chroniques*, de *Possibles* aux *Cahiers du socialisme*) qui se sont raréfiées. Ces dernières ont néanmoins créé un malaise intellectuel chez les universitaires par leur critique implicite ou explicite de la «tour d'ivoire», c'est-à-dire de l'éloignement des universitaires de la société et de ses enjeux. Ce malaise a été renforcé par les pressions théoriques et politiques des groupes d'extrême gauche, particulièrement des marxistes-léninistes (maoïstes). Jusqu'au début des années 1980, les universitaires ont été, à divers degrés sur la défensive. Aussi à leur naissance, les *Cahiers de recherche sociologique* (1983) n'ont pas «la conscience sociale tranquille»¹⁰. Toutefois leur création démontrait, selon les prétentions de la revue, que le département de sociologie de l'UQAM avait enfin atteint la «maturité», laquelle était liée, entre autres, à l'ouverture d'un programme de troisième cycle en 1982 et à l'autopublication via une revue savante départementale.

La création de cette énième revue sociologique a permis aux membres de ce département de développer des curriculum vitæ comparables à ceux de leurs collègues des universités de Montréal (*Sociologie et sociétés*, 1969) et de Laval (*Recherches sociographiques*, 1960) et donc de bien se positionner dans la course à l'obtention des si importantes subventions de recherche pour la carrière¹¹.

Contrairement aux revues socialistes, ces revues «savantes» ne sont pas fondées autour d'une perspective théorique ou politique. Est-ce par refus d'une quelconque orthodoxie? Sans doute pas, puisque ces revues sont départementales ou associatives¹² et, par conséquent, doivent refléter les préoccupations de recherche de leurs membres.

La production des universitaires est abondante et diversifiée tant dans ses orientations théoriques (avec ses effets de mode) que dans ses champs de spécialisations qui se multiplient. Malgré ce foisonnement, les revues, les associations et les départements n'apparaissent pas comme des lieux d'échanges intellectuels intenses et développés. Forme de démission intellectuelle ? se demande *Philocritique* (1981). N'est-ce pas plutôt la transformation d'un statut qui est ici en jeu, soit le passage de l'intellectuel à l'universitaire ou encore la tendance à la prolétarianisation de l'intellectuel¹³. Cette « prolétarianisation » a entraîné la différenciation des champs d'intérêt, la sur spécialisation et l'enfermement disciplinaire ou sous-disciplinaire. On a assisté à la dissolution de l'intellectuel engagé et à une perte de légitimité de l'engagement social et politique que beaucoup imputent aux maoïstes, qui ont le dos large, quand cela relève des transformations mêmes de la société et de ses institutions du savoir. Bref, la place de l'universitaire dans la société a changé. En trente ans, le « savant expert », spécialiste d'un domaine souvent pointu de recherche¹⁴, a supplanté le généraliste, cet intellectuel « qui se mêle de ce qui ne le regarde pas »¹⁵ et qui élabore des solutions liées à des projets de société. Ce dernier est devenu relativement silencieux¹⁶.

Le type de division du travail disciplinaire qui a cours dans le monde universitaire pose de nombreux problèmes aux socialistes marxistes. La lutte contre la fragmentation des savoirs est un enjeu politique de première importance. Par définition, un marxiste est multidisciplinaire. Il tente d'appréhender la totalité¹⁷ et cherche l'élaboration collective afin de défragmenter le savoir. Cela est d'autant plus difficile aujourd'hui qu'avec l'augmentation de la productivité, la division, la parcellisation, l'individuation et l'atomisation du travail universitaire se sont accentuées. Enfin, la chosification accrue des relations humaines, laquelle repose sur la production marchande généralisée, signifie, entre autres, que toute activité partielle et fragmentaire tend à être un objectif en soi¹⁸ et est valorisée comme de la science au détriment des activités intellectuelles analysant la totalité, lesquelles sont reléguées au statut dévalorisé et péjoratif d'« idéologie ».

L'aliénation du travail universitaire a des conséquences importantes au niveau des idées, de l'éthique et de la conscience. Aussi, il n'est pas surprenant de constater l'apparition de nouveaux concepts en adéquation avec le développement de la marchandisation du monde : « capital humain », « travailleuse et entrepreneur du sexe », « gouvernance », etc.

Aujourd'hui, les universitaires sont écartelés entre les exigences institutionnelles, dont les pressions sont énormes, et la conscience de l'arbitraire de celles-ci. La frustration est grande, le cynisme aussi, surtout chez celles et ceux qui arrivent difficilement à tirer leur épingle du jeu. Néanmoins, le système poppérien du « jugement » par les pairs leur apparaît

toujours comme le moins pire des systèmes et aucune contestation ne remet en cause dans sa globalité et dans sa dynamique ce mode opératoire discrétionnaire.

Des revues à statuts universitaires différents

Malgré leur engagement, les *Cahiers du socialisme* ont eu un statut enviable. Ils ont été reconnus comme une revue universitaire publiée par le département de sociologie de l'UQAM au même titre que d'autres revues dites savantes¹⁹. Ce ne fut pas le cas de la revue *Critiques socialistes* publiées à Hull qui, malgré l'aide de la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa, n'a pas joui d'un statut équivalent. Pour leur part, les NCS n'ont aucun lien avec un département ou une université. Les « intellectuels militants »²⁰ des NCS sont davantage associés aux mouvements sociaux que motivés par l'académisme. Bien que les trois revues se revendiquent d'un lien avec les mouvements sociaux, c'est surtout aux NCS que ces liens sont organiques, ce que montre la composition de son comité de rédaction ainsi que ses projets comme son Université populaire d'été, sa participation aux forums sociaux et son organisation de conférences. Enfin, l'autre grande différence tient au fait que le comité de rédaction des NCS est plus qu'un comité de rédaction, c'est aussi un « club politique », c'est-à-dire un lieu de discussion et de débat tant sur la conjoncture que sur la théorie.

À sa naissance, le comité de rédaction *Cahiers du socialisme* était composé de professeurs réguliers majoritairement rattachés au département de sociologie de l'UQAM²¹. Jusqu'à la fin, la revue était animée par des professeurs réguliers. Celui de *Critiques socialistes* était constitué majoritairement de professeurs précaires – soit à la leçon (chargés de cours), soit remplaçants ou substitués – avec une minorité de professeurs réguliers²², tandis que celui des NCS est composé de syndicalistes, de permanents syndicaux, d'organiseurs communautaires, de professeurs du Cégep, de professeurs universitaires précaires à contrat déterminé²³, de doctorants, d'un seul professeur régulier en exercice et de deux professeurs réguliers à la retraite²⁴.

La faible représentation des femmes est une caractéristique des différents comités de rédaction. Toutefois, les NCS ont une représentation féminine légèrement meilleure que les deux autres revues. En outre, les NCS sont davantage intergénérationnelles.

Acte 1 : Les Cahiers du socialisme

Tout projet collectif socialiste est lié, bien que de façon non directe et linéaire, aux luttes sociales et aux transformations sociales. Dans les périodes de montée des luttes, les pressions sont différentes de celles des périodes

de tassement ou de défaites. Cela se perçoit dans la posture des revues ainsi que dans les thèmes abordés.

Rappelons succinctement que la conjoncture politique des années 1960 et 1970 est caractérisée par une montée de luttes à l'échelle planétaire. De vieilles dictatures sont renversées tant dans les pays du Centre (Portugal, Grèce) que dans ceux de la Périphérie (Iran, Éthiopie, Afghanistan, Nicaragua); les dernières colonies obtiennent leur indépendance (Angola, Guinée-Bissau, Mozambique, Cap-Vert) et l'impérialisme américain subit une sévère défaite au Vietnam, ce qui l'empêche pendant quelques années d'intervenir directement contre les mouvements de libération nationale et les révolutions. À l'Est, la révolution politique frappe à la porte. Dans les pays du Centre, le mouvement ouvrier fait des gains, les étudiants se politisent et le mouvement des femmes connaît une renaissance fracassante (la deuxième vague).

Au Québec, en 1972, malgré la répression, la grève du Front commun des secteurs public et parapublic permet des gains appréciables, dont une importante augmentation du niveau de vie. En 1973, la crise du pétrole est suivie en 1974-1975 d'une récession économique internationale. En 1976, le Parti Québécois (PQ) forme son premier gouvernement, fait quelques réformes attendues comme la loi 101 et annonce un référendum portant sur un mandat pour négocier la souveraineté-association, renforçant ainsi la crise de l'unité canadienne. La montée des luttes sociales est freinée en 1975 par la défaite du mouvement ouvrier face à la politique du contrôle des salaires du gouvernement Trudeau, maintenue jusqu'en 1978. Cette même année, lorsque les postiers défient une loi antigrevé, le gouvernement fédéral menace de les licencier en masse (ce que fera Ronald Reagan en 1981 avec les contrôleurs aériens). Le gouvernement Trudeau décide également d'opérer des coupes de deux milliards de dollars dans les dépenses publiques amorçant ainsi une longue tradition en la matière. En 1980, le nouveau gouvernement Trudeau, en accord avec les provinces, impose encore une fois un contrôle des salaires (limité cette fois aux travailleurs du secteur public). Le gouvernement Lévesque renchérit en opérant des coupes de salaire de 20%. Les politiques trudeauistes sur les taux d'intérêt engendrent un taux de chômage très élevé (12,9% en décembre 1982) et accroissent le coût associé au service de la dette gouvernementale au grand bonheur des banques et des bourgeois qui ont investi dans cette dernière.

Les années 1970 voient fleurir de nombreuses organisations se réclamant du socialisme et du marxisme, certaines favorables à l'indépendance du Québec, d'autres vivement opposées à cette perspective « nationaliste petite-bourgeoise ».

Les fondateurs des *Cahiers du socialisme* « cherchaient [...] à combler le vide causé par la disparition de *Chroniques* et les échecs de relance de

*Socialisme québécois*²⁵. C'était clairement le socialisme *québécois* qui était au cœur du projet. Au départ, la revue se voulait une tribune ouverte aux études portant sur la société québécoise et ayant pour but de faire avancer la connaissance des rapports entre les classes sociales²⁶. Il y avait alors, prétend-on, peu d'analyses socialistes de la société québécoise et les quelques travaux de cet ordre n'étaient pas suivis d'approfondissements et de débats. Les objectifs de la revue, comprendre et transformer la société, exigeaient de faire l'analyse des « rapports entre classes sociales au Québec et au Canada, de la nature de l'État capitaliste fédéral et québécois, de la place du Canada dans le système impérialiste, des voies d'organisation et d'accession au pouvoir des classes opprimées, de la question nationale, etc. »²⁷.

La revue se voulait indépendante des organisations de gauche et de tout mouvement syndical et populaire. L'indépendance était telle que non seulement aucun membre des organisations d'extrême gauche (maoïstes, trotskistes et communistes pro-Moscou) ne siégeait au comité de rédaction, mais surtout aucun article des universitaires membres de ces mouvements n'a été publié. Était-ce en raison du sectarisme des organisations d'extrême gauche, du refus de débattre avec elles ou de la peur d'être noyauté? On ne peut certes pas imputer à la question nationale et aux divergences importantes à son endroit une telle attitude, puisque les organisations trotskistes étaient favorables à l'indépendance. Sans doute que cela permettait en négatif aux *Cahiers* de définir leur socialisme, même si la revue n'a commencé à discuter des pays du socialisme irréallement existant qu'au n° 8 (1981) avec deux articles sur la Chine de Deng Xiaoping et au n° 9 (1982) avec un article sur la Pologne, la « bourgeoisie rouge » et Solidarnoc.

L'existence du Regroupement pour le socialisme (RPS, 1978) et surtout la naissance du Mouvement socialiste (MS, 1981) changeront un peu la donne. L'indépendance des *Cahiers* subsistait même si plusieurs de ses membres étaient actifs dans ces organisations. Cependant, l'indépendance de la revue devenait relative puisque la convergence avec ces organisations politiques ainsi qu'avec le Centre de formation populaire était un des motifs évoqués pour transformer les *Cahiers* « en outil de discussion » moins universitaire qu'auparavant et davantage liés aux mouvements sociaux²⁸. Ce projet lié à la perspective de « l'indépendance et du socialisme » (à définir) ne sera pas concluant. Cependant, la volonté de se lier aux mouvements sociaux et d'être moins académique aura enfin permis premièrement d'intégrer le féminisme et la question de l'oppression des femmes dans les préoccupations de la revue; deuxièmement de s'intéresser au pays du socialisme réellement inexistant (« crise des modèles socialistes »); et troisièmement d'analyser les événements internationaux et ceux d'autres pays²⁹. En outre, la revue commençait à poser une question stratégique

fondamentale : peut-on, comme le proposaient les communistes pro-Moscou et la social-démocratie, passer pacifiquement et graduellement par la voie parlementaire à une société socialiste et devait-on détruire l'État capitaliste ?³⁰ Poser la question et ne pas y répondre, ni théoriquement ni pratiquement, telle a été la marque de commerce de cette gauche qui cherchait à tout prix à se démarquer de l'extrême gauche. Cela aurait exigé un travail d'appropriation non seulement du marxisme vivant, une rupture avec le marxisme structuraliste, qui a fortement marqué la gauche universitaire québécoise, mais également une appropriation critique de l'histoire du mouvement ouvrier, ainsi que des confrontations politiques et théoriques exigeantes.

Au départ, les vœux de la revue ont été exaucés. Ses cinq premiers numéros ont nourri un intense débat sur la nature nationale de la bourgeoisie : était-elle québécoise ou canadienne-française ?³¹ De nombreux livres sur le sujet alimentaient la controverse³². Comme le souligne Jean-Guy Lacroix, « beaucoup "d'esprits" étaient préoccupés par la nature de la bourgeoisie québécoise »³³. C'était également un débat en sourdine sur la nature de classe du PQ et son projet de souveraineté associée. À l'époque, nombre d'universitaires de gauche après avoir connu l'urgence de choisir l'adhésion au PQ³⁴ (laquelle était opposée à la construction d'un parti prolétarien³⁵ de type autoritaire) avaient donné la chance au coureur³⁶ et, après avoir pressenti l'impasse³⁷, considéraient à nouveau la nécessité d'une organisation politique des travailleurs en faveur du socialisme et de l'indépendance, d'où le succès relatif dans ce milieu du MS et du RPS.

Dans ses premiers numéros, la revue est fort préoccupée par la question du Québec et ses rapports avec l'État fédéral. Ce n'est qu'à partir du n° 8 que les questions internationales seront abordées d'une manière plus ou moins suivie et pour elles-mêmes, c'est-à-dire sans liens directs avec la question québécoise.

Pour Jean-Guy Lacroix, on peut repérer trois moments dans la vie des *Cahiers du socialisme*³⁸. De 1978 à 1980, les *Cahiers* ont la cote : la circulation des numéros est importante et l'influence de la revue est remarquable, non seulement dans les mouvements sociaux, mais également dans le milieu académique. À partir de 1980, le comité de rédaction effectue une remise en cause qui débouchera l'année suivante. L'académisme de la revue est questionné. On assure que le projet d'une analyse critique dans le contexte québécois était pertinent, mais il y avait une trop grande distance entre le comité de rédaction et les lecteurs : « En d'autres mots, si l'approche théorique pouvait être valable, la représentativité du comité lui-même, son rôle, sa place et ses fonctions dans la conjoncture sociale et politique des années 1980 par rapport au milieu dans lequel il est censé intervenir pouvait s'avérer trop grande »³⁹.

Le comité de rédaction prend donc des mesures pour recruter de nouveaux membres et se diversifier en cooptant des universitaires d'autres universités, y compris en régions et y compris des femmes. En outre, il décide de centrer davantage la revue sur «la critique des politiques capitalistes».

La revue reste pluraliste. Elle ne veut pas être identifiée à une ligne théorique ou politique précise bien qu'elle soit «un instrument de lutte idéologique défendant le socialisme et l'indépendance du Québec»⁴⁰. À partir du n° 7, la revue publie des éditoriaux, c'est-à-dire des prises de position, plutôt que de simplement présenter les numéros.

L'expérience, bien que prometteuse, sera non convaincante. Du point de vue des dominés, la conjoncture se détériorait et la gauche entrait en crise. À la suite du n° 12-13 (1983), il y a suspension de publication pendant un an. Les difficultés financières doublées d'une crise interne⁴¹ se soldent par le départ d'un certain nombre de rédacteurs et l'arrivée de nouveaux. L'éditorial du n° 14 examine la crise de la gauche et sa paralysie politique⁴², lesquelles expliqueraient la crise interne des *Cahiers*. Le projet de relance a alors «l'objectif de travailler à l'élaboration d'un point de vue de gauche sur la réalité sociale et politique québécoise dans la perspective de la construction d'un rassemblement de la gauche dans le champ politique»⁴³. Ce que mettait en évidence l'éditorial du n° 14 qui appelait à la mise sur pied d'une coalition électorale de la gauche sociale et politique⁴⁴. Cette coalition ne verra jamais le jour.

Le caractère de la revue change à nouveau⁴⁵ avec ses deux derniers numéros qui sont pour la première fois thématique: «Crise, socialisme et tiers-monde» (n° 15, 1984) ainsi que «Pornographie et violence faite aux femmes et aux enfants» (n° 16, 1985). Pour la première fois également des intellectuels de l'étranger y sont publiés. Ces deux numéros sont produits à Ottawa et coordonnés par Richard Poulin, qui s'appuiera sur cette expérience pour lancer *Critiques socialistes*.

Le comité de rédaction des *Cahiers*, qui recrute pour l'occasion de nouveaux membres, décide de saborder la revue pour en créer une nouvelle qui ne verra jamais le jour. Sauf Richard Poulin, aucun des anciens membres du comité de rédaction des *Cahiers* ne participe à l'aventure de *Critiques socialistes*. De plus, et c'est sans doute le plus significatif, aucun ne propose d'articles à la nouvelle revue. Paradoxalement, après avoir transformé les *Cahiers* pour les rendre moins académiques, plusieurs ont consacré leur temps et leurs énergies à leur carrière académique.

Acte 2: *Critiques socialistes*

Si les défaites et les reculs ont un rôle dans la désorientation de la gauche en général et dans les *Cahiers* en particulier, sans nul doute que *Critiques*

socialistes, qui poursuivent l'aventure d'une revue critique de gauche, publient dans une époque nettement défavorable à la gauche. Son tirage est néanmoins respectable. Il est équivalent à celui des *Cahiers* de la période 1981-1985, soit 1000 exemplaires par numéro. Cependant, son rayonnement est franchement moindre dans le milieu universitaire. Cela ne tient pourtant pas à la qualité de la revue.

À l'échelle mondiale, dans les pays capitalistes du centre, les attaques contre les acquis du mouvement ouvrier ont été ponctuées par les défaites brutales aux États-Unis en 1981 et en Grande-Bretagne en 1984. Les gouvernements Thatcher et Reagan ont pu dès lors imposer leurs politiques monétaristes antisociales, première mouture des politiques néolibérales. Dans les autres pays capitalistes dominants, il n'y a pas eu un écrasement du mouvement ouvrier, mais les régressions ont été importantes. Dans les pays de la périphérie capitaliste, on a assisté à l'enlèvement puis à la défaite des processus révolutionnaires, de l'Iran au Nicaragua, de l'Éthiopie au Burkina Faso, de la Grenade à l'Afghanistan, et au dévoiement de la libération nationale dans les anciennes colonies portugaises. Dans les pays du socialisme irrésolument existant, l'échec de la révolution en Pologne en 1981 et la reconstitution de l'ordre bureaucratique avec le coup d'État du général Jarulevski assurent la prédominance des courants favorables à la restauration du capitalisme qui, en 1989, capteront à leur profit les fruits des mobilisations de masse en faveur de la démocratie.

Au plan intellectuel, les adieux au prolétariat se sont alors multipliés, de nombreux chantres de la « Grande Révolution culturelle prolétarienne » maoïste et du Cambodge de Pol Pot ont retourné leur veste et condamné toute révolution devenue pour eux synonyme de dictature totalitaire.

La décennie se clôt avec l'accord de libre-échange avec les États-Unis (1989), élargi au Mexique à partir de 1994, autre défaite des dominés, la chute du mur de Berlin, les préparatifs de la première guerre du Golfe et le triomphe sans conteste du capitalisme néolibéral. Au Québec plus spécifiquement, la gauche maoïste s'effondre, les trotskistes s'affaiblissent, les nouvelles organisations socialistes indépendantistes font un court tour de piste avant de disparaître. Le socialisme est désormais largement discrédité.

La revue *Critiques socialistes* publie son premier numéro en 1986. Le thème choisi, « Marxisme et anti-marxisme », donne le ton. Son objectif est de défendre les acquis théoriques et politiques du marxisme vivant, l'indépendance du Québec, le socialisme révolutionnaire démocratique et le féminisme. Outre le fait que la revue est thématique, ce qui la distingue des *Cahiers*, c'est la variété internationale des contributions⁴⁶ ainsi que ses préoccupations théoriques et politiques sur l'écologie, le marxisme, le féminisme, les sociétés dites socialistes, les transformations capitalistes du travail et l'économie politique. Par ailleurs, la question nationale québé-

coise n'est guère abordée, non pas par désintérêt, mais parce qu'elle est traitée ailleurs⁴⁷.

La revue est publiée par les Éditions Critiques, une maison qui a édité quatre livres⁴⁸ en coédition avec les Éditions Asticou, également situées à Hull. Cette entente, qui permet un rayonnement et une diversification, pèsera lourdement sur la destinée de *Critiques socialistes* lorsque les éditions Asticou cesseront leurs activités en 1990.

Critiques socialistes reprennent le flambeau des *Cahiers*. Cependant, la revue est sur la défensive. « Taire le projet socialiste parce qu'il se vend mal, c'est abdiquer des idées et des espoirs au profit du totalitarisme des lois du marché [...] La revue veut être un instrument de lutte idéologique défendant le socialisme, l'indépendance du Québec et le féminisme [...] Notre projet sera à la fois de caractère militant et de caractère scientifique ». Il importe de « ne pas se laisser entraîner par le reflux général », souligne l'éditorial, et « d'apprendre de nos défaites afin de mieux se préparer pour les luttes à venir ». La revue prend acte que les mouvements sociaux et la gauche ont subi des reculs importants et que « [s]eul, le mouvement des femmes a pu connaître des victoires et a continué à se développer ». Le bilan est sévère : les groupes de gauche se sont « désagrégés », non seulement les maoïstes, mais également le MS et le RPS. « Le discours syndical est devenu apolitique. Le socialisme académique subissant défections après défections, révisions après révisions, s'effrite et tend à disparaître des débats intellectuels »⁴⁹.

Bref, la revue ressent l'échec du socialisme aux niveaux politique, syndical, théorique et académique⁵⁰. Malgré tout, elle se donne le mandat de poursuivre la lutte contre l'exploitation des salariés, l'oppression des femmes et la domination nationale. Elle se situe clairement par rapport aux expériences « socialistes », aussi bien celles des pays comme l'URSS et la Chine, que celles des gouvernements européens de coalition dominés par la social-démocratie. Elle explique comment le socialisme ne conduit pas nécessairement au totalitarisme. Si le socialisme a été « dévoyé », la revue n'en refuse pas moins la résignation.

Elle a le souci « d'articuler le socialisme avec les deux pierres d'achoppement sur lesquelles il a buté au Québec : le féminisme et la question nationale »⁵¹. La tâche n'apparaît pas facile, car le « marxisme et le socialisme servent de repoussoir ». Il s'agit dès lors de « renouveler l'imagination théorique face au pessimisme et au scepticisme ambiant ». D'où les nouveaux champs d'analyse, particulièrement l'écologie⁵² et la « contre-révolution sexuelle »⁵³.

La publication d'un numéro double sur les événements à l'Est, à la suite de la chute du Mur de Berlin, est son chant du cygne⁵⁴. Ce numéro, très bien documenté, publie plusieurs articles d'acteurs des événements

(URSS, RDA, Yougoslavie). Ces événements ouvrent une nouvelle période et « malgré des dérapages nationalistes et des illusions puissantes en faveur du système capitaliste, le comité de rédaction de *Critiques socialistes* « appuie [...] la lutte pour la démocratie en Europe de l'Est », la revue voit là une possible alternative « à l'exploitation capitaliste et à l'oppression bureaucratique »⁵⁵. L'histoire prendra un autre cours et le capitalisme néolibéral sera organique à l'Est.

Avec la fermeture des éditions Asticou, leur faible impact chez les universitaires et l'absence de recomposition de la gauche, les animateurs de la revue ont pris une pause en vue de se réorienter. Ils se sont investis dans la création d'une nouvelle maison d'édition, Vents d'Ouest (1993). Ce projet était à la fois culturel (publication de livres de fiction, animation du milieu littéraire et artistique outaouais) et politique (création des collections « Critiques » et « Alternatives », vouées à la publication de livres de gauche).

En définitive, *Critiques socialistes* se retrouvaient à la marge du milieu universitaire et du milieu syndical québécois⁵⁶. La revue était aussi marginalisée par rapport au Québec, comme toute revue publiée dans une région périphérique. Cela a fini par être lourd et, malgré les nouvelles avancées théoriques, *Critiques socialistes* ne connaissaient pas un rayonnement suffisant apte à stimuler ses animateurs qui ont néanmoins poursuivi l'aventure contre vents et marées pendant cinq ans. Ils ont choisi de s'impliquer dans un projet éditorial plus large dans lequel le livre collectif prenait le relais de la revue bisannuelle.

Acte 3 : les *Nouveaux Cahiers du socialisme*

Il aura fallu attendre 19 ans avant de voir une nouvelle revue reprendre le flambeau. Animée par le CAP (Collectif d'analyse politique), elle renoue avec le projet de combiner l'approche scientifique des rapports sociaux et cette idée militante qu'il s'agit de transformer la société. Comme *Critiques socialistes*, la revue est thématique⁵⁷. Toutefois, à la différence de cette dernière, elle paraît à une époque de remontée internationale de la gauche avec ses forums sociaux, ses mobilisations contre la guerre, son Sommet des peuples des Amériques, la Marche mondiale des femmes, le basculement à gauche de nombreux gouvernements de pays d'Amérique latine, les résistances à l'occasion victorieuses face au néolibéralisme et à la déréglementation des marchés. Toutefois, cette remontée est inégalement développée; elle est, entre autres, ponctuée de défaites partielles. Elle est caractérisée par une marchandisation accrue du vivant et des corps, par une criminalité transnationale plus tentaculaire que jamais, par la crise écologique, par des guerres menées par l'empire avec ses alliés et des guerres civiles ethnicisées dévastatrices. Enfin, la crise financière mondia-

lisée et les quasi-faillites d'États relancent des luttes de classes intenses, si on se fie à la Grèce, pour savoir qui paiera la dette.

Avec la naissance de Québec solidaire, il y a eu une recomposition de la gauche. Ce qui n'est malheureusement pas encore le cas dans les syndicats. Si le mouvement des femmes est divisé face à la prostitution et aux accommodements raisonnables, il n'en poursuit pas moins ses luttes, malgré la résistance réactionnaire masculiniste qui jouit d'un appui journalistique et d'une couverture médiatique sans commune mesure avec sa force militante.

Contrairement aux *Cahiers* et à *Critiques socialistes*, les NCS ne se présentent pas comme une revue universitaire, ce qui ne les empêche pas de préconiser la rigueur des analyses basées sur des recherches. Toutefois, « les contributions que nous solliciterons proviendront d'un large éventail de compétences, aussi bien sur le plan théorique que sur le plan pratique ». L'apport spécifique de la revue est l'approfondissement de « certaines pistes de recherche par des analyses, des documents, des travaux un peu plus longs et étoffés qui s'ajouteront à l'œuvre d'information et de débats d'autres initiatives »⁵⁸. Elle est couplée à un site Web qui est nourri régulièrement d'articles de différentes origines. Elle se perçoit comme complémentaire et liée « à d'autres collectifs et d'autres publications qui animent le débat sur les alternatives actuellement au Québec »⁵⁹.

Les NCS se définissent « totalement libres, critiques, autonomes ». Ses rédacteurs assurent ne représenter qu'eux-mêmes. Ils se perçoivent comme des « intellectuels militants », c'est-à-dire « à la fois producteurs d'idées et chercheurs d'une part, et militants engagés dans le mouvement social d'autre part »⁶⁰.

Contrairement aux deux autres revues, les NCS n'ont pas pris position sur l'indépendance du Québec. Rien ne presse, la question n'est pas vraiment d'actualité. Cependant, puisque la plupart des membres du CAP appuient Québec solidaire, qui s'est prononcé en faveur de l'indépendance, la sensibilité est clairement de ce côté. Les priorités sont autres : le CAP s'est donné « trois grands axes d'intervention » : l'analyse de la « dimension structurelle du capitalisme contemporain » ; l'élaboration d'une « perspective anti et post-capitaliste, propositionnelle, concrète, pratique » ; la participation à la conception « de nouvelles alternatives pour alimenter le mouvement social et la gauche politique »⁶¹. Cela pourrait laisser croire à une insensibilité à la question de l'oppression des femmes. Ce n'est pas le cas. Un riche débat sur le sujet a eu lieu au CAP et le n° 4 de la revue lui a été consacré.

À partir du n° 2, la revue s'est associée à la maison d'édition Écosociété, laquelle fait face à des poursuites abusives par des minières canadiennes multinationales qui cherchent à la détruire. Cette association est un acte militant d'appui à l'éditeur⁶².

Les NCS rassemblent des individus de différents milieux, de différentes expériences militantes et politiques – d'ex-maoïstes aux trotskistes, en passant par des indépendantistes socialistes du style RPS et des communistes libertaires – et de différentes générations. Cette hétérogénéité est pour l'instant une force : elle permet des débats riches et des apports qui, parce qu'ils viennent d'angles forts différents, permettent de mieux appréhender collectivement la totalité et ses dynamiques. Elle sera mise à l'épreuve lors du processus de (re) définition du projet socialiste dans les mois qui viennent tant au cours des préparatifs de son Université d'été 2010 que pendant la confection du numéro sur l'écosocialisme dont la parution est prévue en 2011.

Avec 28 membres, la pression est forte pour augmenter la fréquence de parution de la revue, dont le tirage est 1300. Si l'on se fie au succès desancements et de la première conférence des NCS sur l'écosocialisme à la suite des rencontres des puissants à Copenhague et de leurs opposants à Cochabamba⁶³, le public est au rendez-vous et espère des NCS des analyses pénétrantes de ce monde changeant, si inéquitable et destructeur.

Conclusion

S'il y a continuité dans les projets politiques et scientifiques, on constate cependant des bifurcations. Elles tiennent à plusieurs facteurs – nous en avons mis certains en évidence – et se manifestent à différents niveaux. L'unité recherchée de la théorie et de la pratique (militantisme et lien avec les mouvements sociaux) signifie que toute une série d'idées clés du mouvement socialiste et de la tradition révolutionnaire doivent être redécouvertes⁶⁴. Que la transmission de ces idées par la génération plus ancienne, accompagnée d'un bilan de ses propres errements, est une tâche fondamentale.

Le choix des NCS de ne pas se présenter comme une revue universitaire n'est pas anecdotique. Aux cours des phases précédentes du capitalisme, l'Université était une institution formant les fils les plus brillants de la bourgeoisie, et quelques-unes de ses filles, à l'éducation classique nécessaire pour diriger la nation, l'armée et l'industrie. Le rôle essentiel de l'enseignement universitaire était de former à la pensée méthodique, développer l'érudition, fournir une base culturelle de classe commune et, sur cette base, assurer les liens informels entre les élites, les condisciples universitaires. Le mode de financement de l'enseignement supérieur donnait en pratique un monopole à la classe supérieure. La massification des universités a changé tout cela. Elle est liée à la fois aux luttes sociales pour démocratiser les études supérieures, à l'expansion du rôle de l'État (employeur de fonctionnaires fortement diplômés) et aux besoins accrus du capitalisme d'une main-d'œuvre très qualifiée. L'inadéquation entre l'expansion ra-

pide de l'université, la structure vieillotte de ses programmes, son administration archaïque et ses infrastructures inadaptées sont sans doute l'une des grandes raisons de la révolte internationale étudiante des années 1960-1970. Cette révolte a créé des espaces démocratiques de débats incomparables et permis l'introduction de théories critiques comme le marxisme et le féminisme dans certains cursus universitaires.

Aujourd'hui, l'Université est de plus en plus subordonnée aux exigences et aux intérêts du marché. Elle s'est technocratisée (certains disent modernisée) et marchandisée par à-coups, en fonction des résistances. Elle a transformé les étudiants en clients et les professeurs en quémandeurs de subventions. Elle a multiplié les programmes surspécialisés en fonction d'un segment étroit du marché de la force de travail. Les professeurs ont soit incorporé ce processus avec enthousiasme, soit cédé aux pressions qui sont énormes. En tout état de cause, la très grande majorité s'intègre à l'ordre social existant dont les normes et les règles sont transmises à leurs « clients ». Ce *Fachidotentum* (crétinisme professionnel), dénoncé naguère par les étudiants révoltés d'Allemagne, est un sous-produit de la professionnalisation morcelée du savoir dans une période de triomphe du capitalisme mondialisé.

En attendant la prochaine révolte étudiante, l'Université n'est plus un lieu dynamique de circulation des idées radicales et contestataires, encore moins révolutionnaires. La théorie critique ne passe guère par elle. Celles et ceux qui recherchent une unité de la théorie et de la pratique – ce qui ne peut se réaliser individuellement, mais collectivement – se doivent de créer d'autres lieux et transmettre leurs connaissances par d'autres moyens. Si les NCS se réclament d'une continuité avec les *Cahiers du socialisme* et *Critiques socialistes*, leur projet et leur fonctionnement représentent également une rupture et, à leur façon, une critique fondamentale de l'actuelle production du « savoir » universitaire.

Ces revues ont permis des avancées dans les connaissances, exploré de nouveaux champs de recherche et développé des expertises. Attentives aux luttes et ouvertes aux défis analytiques dans le cadre d'une volonté de contribuer à changer le monde, elles ont, dans le cas des *Cahiers du socialisme* et de *Critiques socialistes*, navigué dans un cadre institutionnel qui se transformait profondément, au point que les *Nouveaux Cahiers du socialisme* n'ont pas senti le besoin de se lier à l'Université et d'obtenir sa reconnaissance institutionnelle.

Ces revues ont bénéficié de l'expertise et des savoirs issus du travail académique universitaire de gauche. Toutefois, la composition des différents comités de rédaction indique que cette expertise s'est peu à peu précarisée puis s'est développée en bonne partie en dehors de l'institution. L'existence des NCS est à la fois un résultat des profondes transformations de l'Université et, avec la remontée des luttes et la recomposition de la

gauche, du sentiment qu'il est urgent de réfléchir, de développer des analyses et des expertises, de penser aux échecs passés, de transmettre les expériences et de développer une alternative.

Dans l'histoire de la gauche, ces revues ont joué un rôle intellectuel d'importance variable, mais somme toute mineur, sans influence notable sur les organisations politiques et les mouvements sociaux. Leur relative importance tient au fait qu'elles légitiment l'analyse socialiste, ouvrent des perspectives radicales et permettent à la jeune génération de développer une pensée critique tout en suscitant un engagement pour transformer radicalement ce monde qui en a bien besoin.

Notes et références

1. Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution?*, Œuvres I, Paris, Petite collection Maspero, 1969 [1898], p. 60. Voir également de la même auteure, *Introduction à l'économie politique*, Paris Anthropos, 2^e édition, 1971 [1925], p. 1-71. Dans le même esprit, Jean Jaurès a écrit, du point de vue des dominés, une *Histoire socialiste de la révolution française*, Paris, Éditions sociales, 6 volumes, 1968 [1924]. Aujourd'hui, on utilise les termes «histoire populaire». Deux bons exemples récents : Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis, de 1492 à nos jours*, Montréal, Lux, 2006 ; Vijay Prashad, *Les nations obscures. Une histoire populaire du tiers monde*, Montréal, Écosociété, 2010.
2. Karl Popper, *The Open Society an Its Enemies*, London, Routledge and Kegan Paul, 2 volumes, 1962 [1945].
3. Pierre Bourdieu, *Sur la télévision suivi de L'emprise du journalisme*, Paris, Liber, 1996.
4. Geoffroy de Lagasnerie, *L'empire de l'université. Sur Bourdieu, les intellectuels et le journalisme*, Paris, Amsterdam, 2007.
5. Voir, entre autres, Grégoire Chamayou, « Petits conseils aux enseignants-chercheurs qui voudront réussir leur évaluation », *Contretemps*, février 2009.
6. Voir, entre autres, Alan Sokal et Jean Bricmont, *Impostures intellectuelles*, Paris, Odile Jacob, 1997.
7. Collectif d'analyse politique, « Pourquoi les *Nouveaux Cahiers du socialisme?* », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 1, hiver 2009, p. 5-10.
8. Andrée Fortin, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues*, Québec, PUL, 1993, p. 254.
9. *Ibid.*, p. 267.
10. *Ibid.*, p. 271.
11. Selon Yves Gingras, professeur au Département d'histoire de l'UQAM, la disparition de la revue de gauche les *Cahiers du socialisme*, au profit d'une revue académique, les *Cahiers de recherche sociologique*, a permis au département de se normaliser : « Dorénavant, nous avons, nous aussi, une revue de sciences sociales savante, caractérisée par son comité de rédaction et ses problématiques académiques. Nous nous sommes normalisés [...] Les subventions de recherche à l'UQAM ont d'ailleurs augmenté très rapidement à partir de ce moment-là ». Ces subventions « apportent une reconnaissance institutionnelle

- importante», Marie-Claude Bourdon, « Un rôle critique. Entrevue avec Yves Gingras », *Journal de l'UQAM*, vol. XXXVI, n° 14, 6 avril 2010.
12. Par exemple, *Politique* a été fondée en 1982 par la Société de science politique.
 13. Ernest Mandel, *Les étudiants, les intellectuels et la lutte des classes*, Paris, La Brèche, 1979.
 14. « Connaître à fond un minuscule secteur d'une branche scientifique en n'ayant que de vagues données sur l'ensemble de cette branche et manquer de toute connaissance dans les autres domaines scientifiques, tel est le sort auquel est condamné le travailleur intellectuel », écrivait Ernest Mandel, *op. cit.*, 1979, p. 52.
 15. Jean-Paul Sartre, *Plaidoyer pour les intellectuels*, Paris, Gallimard, 1972, p. 12.
 16. Marc Henry Soulet, *Le silence des intellectuels*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1987.
 17. Martin Jay, *Marxism and Totality. The Adventures of a Concept from Lukacs to Habermas*, Berkeley, California University Press, 1986.
 18. Mandel, *op. cit.*, p. 54.
 19. Dans *Devenir sociologue* de Margaret A. Coulson et Carol Riddell, Montréal, Albert Saint-Martin, 2e édition, 1981, livre qui a servi de manuel d'introduction à la sociologie à l'Université de Montréal pendant plusieurs années et qui a connu de multiples rééditions, les *Cahiers du socialisme* faisaient partie de la liste des revues universitaires, au même titre que *Recherches sociographiques* et *Sociologie et sociétés*.
 20. Collectif d'analyse politique, *op. cit.*, p. 9.
 21. Le premier comité de rédaction: Gilles Bourque, Dorval Brunelle, Jules Duchastel, Philip Ehrensaft, Jorge Niosi et Pierre-Yves Soucy.
 22. Le comité de rédaction du n° 1: Sima Aprahanian, Pierre Beaucage, Richard Cousineau, Claude Danik, François Moreau, Richard Poulin et Greg Teal.
 23. La nouvelle catégorie, le professeur enseignant, a une tâche d'enseignement qui est le double de celle du professeur régulier. Son contrat (de trois à cinq ans) ne peut être renouvelé qu'une seule fois.
 24. Les membres du Collectif d'analyse politique qui publie les NCS (août 2010) sont Flavie Achard, Pierre Beaudet, Pierre Beaulne, Sébastien Bouchard, Philippe Boudreau, Véronique Brouillette, Raphaël Canet, René Charest, Thomas Chiasson-LeBel, Donald Cuccioletta, François Cyr, Serge Y. Denis, Jean-Paul Faniel, Sophie Fontaine, Benoît Gaulin, Nathalie Guay, Philippe Hurteau, Josée Lamoureux, Andrea Levy, Jacques Létourneau, Éric Martin, Jacques Pelletier, Alain Philoctète, Éric Pineault, Richard Poulin, Roger Rashi, Florence Thomas, André Vincent.
 25. Jean-Guy Lacroix, « Les Cahiers du socialisme », dans Paul R. Bélanger, Benoît Lévesque, Réjean Mathieu et Franklin Midy (dir.), *Animation et culture en mouvement. Fin ou début d'une époque?*, Sillery, PUQ, 1987, p. 201.
 26. « Présentation », *Les Cahiers du socialisme*, n° 1, 1978, p. 2.
 27. *Ibid.*, p. 3.
 28. Pierre Milot et Jean-Guy Lacroix, « Éditorial: les Cahiers, les revues, la conjoncture », *Les Cahiers du socialisme*, n° 8, 1981, p. 8; voir également Le comité, « Éditorial », *Les Cahiers du socialisme*, n° 7, 1981, p. 3-6.

29. Pierre Milot et Richard Poulin, «Éditorial: la crise du système international», *Les Cahiers du socialisme*, n° 9, 1982, p. 4-11.
30. *Ibid.*, p. 11.
31. Le bal est ouvert par Jorge Niosi avec son article «La nouvelle bourgeoisie canadienne-française», *Les Cahiers du Socialisme*, n° 1, 1978.
32. Entre autres, Jorge Niosi, *La bourgeoisie canadienne*, Montréal, Boréal Express, 1979; Pierre Fournier (dir.), *Le capitalisme au Québec*, Montréal, Saint-Martin, 1978; Arnaud Sales, *La bourgeoisie industrielle au Québec*, Montréal, PUM, 1979; François Moreau, *Le capital financier québécois*, Montréal, Saint-Martin, 1981.
33. Lacroix, *op. cit.*, p. 201.
34. Pierre Vallières, *L'urgence de choisir*, Montréal, Parti-Pris, 1971.
35. Charles Gagnon, *Pour le parti prolétarien*, En Lutte!, Montréal, 1972.
36. Jean-François Léonard (dir.), *La chance au coureur*, Montréal, Nouvelle Optique, 1978.
37. Nicole Laurin-Frenette et Jean-François Léonard (dir.), *L'impasse. Enjeux et perspectives de l'après-référendum*, Montréal, Nouvelle Optique, 1980.
38. Lacroix, *op. cit.*
39. Le comité, «Éditorial», *op. cit.*, p. 3.
40. *Ibid.*, p. 5.
41. «Présentation du numéro», *Les Cahiers du socialisme*, n° 14, 1984, p. 3.
42. Jean-Guy Lacroix, «Éditorial: la coalition pour que cesse notre paralysie politique», *Les Cahiers du socialisme*, n° 14, 1984, p. 4-13.
43. Comité de rédaction des Cahiers du socialisme, *Projet de relance*, document interne, 1984, p. 1.
44. Cela sera réitéré au dernier numéro des *Cahiers*: Jean-Guy Lacroix et Benoît Lévesque, «La recomposition des forces de gauche et l'idée de coalition», *Les Cahiers du socialisme*, n° 16, 1985, p. 190-201.
45. Ce que Jean-Guy Lacroix (*op. cit.*) ne met pas en évidence.
46. De France, du Japon, de l'URSS (les dissidents), d'Italie, d'Angola, du Brésil, du Liban, du Mexique, d'Allemagne, de la Yougoslavie, du Nicaragua et d'Argentine.
47. Ce qui donnera Richard Poulin, «Nationalisme et marxisme, à la lumière de la crise de la domination bureaucratique», dans Richard Poulin (dir.), *Europe de l'Est, la fin du "socialisme"*, Hull, Vents d'Ouest, 1993; François Moreau, *Le Québec, une nation opprimée*, Hull, Vents d'Ouest, 1995.
48. Claude Painchaud et Richard Poulin, *Les Italiens au Québec*, 1988; François Moreau, *Le commerce extérieur du Québec*, 1988; Nathaly Gagnon, *Un vol organisé: la discrimination des femmes*, 1989; Richard Poulin, *Marx et les marxistes*, 2 volumes, 1990.
49. Richard Poulin, «Éditorial: défendre et promouvoir le projet socialiste», *Critiques socialistes*, n° 1, 1986, p. 5-15.
50. François Moreau et Richard Poulin, «Montée et déclin du marxisme au Québec», *Critiques socialistes*, n° 1, 1986, p. 101-146.
51. Fortin, *op. cit.*, p. 315.
52. «Crise écologique», *Critiques socialistes*, n° 5, 1989.
53. «L'amour aux temps de la chlamydia», *Critiques socialistes*, n° 6, 1989.

54. «Démocratie... à l'Est», *Critiques socialistes*, n° 7-8, 1990.
55. Richard Poulin, «Révolution et démocratie en Europe de l'Est», *Critiques socialistes*, n° 7-8, 1990, p. 5-14.
56. À la suite d'une prise de position éditoriale contre la concertation avec le patronat et l'aventure du Fonds de solidarité, la FTQ a résilié son abonnement à la revue, «La condition ouvrière aujourd'hui», *Critiques socialistes*, n° 2, 1987.
57. Le n° 1 porte sur les classes sociales (2009), le 2 sur la crise (2009), le 3 sur l'État (2010), le 4 sur les rapports sociaux de sexe (2010). Sont prévus des numéros sur les migrations internationales et l'écossocialisme (2011).
58. *Ibid.*
59. «Éditorial», n° 1, *op. cit.*, p. 9.
60. *Ibid.*
61. «Le Collectif d'analyse politique: pourquoi/pour qui? Plate-forme», *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 1, 2009, p. 11-12.
62. «Les Nouveaux Cahiers du socialisme et les Éditions Écosociété», *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 2, 2009, p. 5.
63. Elle a été co-organisée par *Alternatives* et *Masse critique* avec l'appui d'À Bâbord, d'Écosociété, de Gauche socialiste et de *Presse-toi à gauche*.
64. À ce sujet, la revue a publié depuis son n° 2 des textes sur les révolutions du xx^e siècle qui tentent d'en tirer des enseignements. Pierre Beaudet, «Relire la révolution russe», *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 2, 2009, p. 307-322; Pierre Rousset, «Relire la révolution chinoise», *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 3, 2010, p. 230-246; Catherine Samary, «Relire la révolution yougoslave», *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 4, 2010, p. 252-263.